

Analyse de l'environnement

Île-du-Prince-Édouard

2018



FAITS SAILLANTS

- La conjoncture économique mondiale s'est améliorée en 2017 grâce à une croissance plus importante que prévu dans les économies avancées. Les prévisions indiquent qu'en 2018 et 2019, la croissance mondiale devrait demeurer élevée et se stabiliser autour de 3,5 % par année.
- Les États-Unis, de loin le plus important partenaire commercial de la région de l'Atlantique, sont en voie de de connaître la plus longue reprise économique de leur histoire. La hausse du PIB réel de 1,9 % en 2016 à 2,3 % l'an dernier a pu être réalisée grâce à la forte accélération survenue au cours de la deuxième moitié de l'année. Le rythme moyen des gains mensuels d'emplois a quelque peu ralenti, mais pas suffisamment pour empêcher le taux de chômage, qui se situe actuellement à 4,1 %, de baisser davantage. Par ailleurs, étant donné que la hausse des salaires mène à une hausse de l'inflation, la Réserve fédérale réagira en augmentant le taux des fonds fédéraux encore plus rapidement en 2018. Dans ce contexte, la croissance du PIB réel américain devrait ralentir et passer de 2,6 % en 2018 à 2,3 % en 2019.
- Au Canada, la croissance économique a considérablement rebondi en 2017, après avoir été modérée par des facteurs temporaires comme les feux de forêt qui ont fait rage dans les provinces de l'Ouest en 2016. En effet, la Banque du Canada estime que le PIB réel a augmenté de 3,0 % l'an dernier, en grande partie grâce à une importante reprise des exportations énergétiques et à une forte croissance des dépenses des ménages. Un ralentissement graduel du rythme des gains d'emplois combiné à la modération de la croissance du revenu des ménages devrait limiter la croissance économique à 2,2 % en 2018 et à 1,6 % en 2019.
- La population de l'Île-du-Prince-Édouard était de 152 021 personnes en juillet 2017. C'est une augmentation de 1,7 % par rapport à 2016, ce qui représente la croissance la plus rapide parmi les provinces. Les prévisions provinciales indiquent que dès 2017, une immigration accrue fera renverser la diminution de la population en âge de travailler.



APERÇU GÉNÉRAL/CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Économie mondiale : L'activité économique mondiale continue de se redresser dans un contexte où les perspectives sont favorables aux économies avancées

Après un redressement dans la deuxième moitié de 2016, la conjoncture économique mondiale a pris encore plus de vigueur pendant la majeure partie de 2017. Pour ce qui est de l'ensemble de l'année, on estime que le PIB réel mondial a grimpé de 3,6 % en 2017, une hausse par rapport à 3,0 % en 2016. Pour l'avenir, la croissance économique devrait se stabiliser autour de 3,5 % en 2018 et en 2019.

La vigueur de l'activité économique mondiale a été appuyée par la croissance soutenue de l'économie dans les marchés émergents et par la croissance plus élevée que prévu dans les économies avancées. Les améliorations dans ces dernières étaient généralisées, quoique la croissance en Europe et surtout en Asie ait facilement dépassé les attentes. En dépit d'une instabilité politique dans certaines nations membres, la croissance dans la zone euro a été assez généralisée et les conditions liées au marché du travail ont continué de s'améliorer. Les négociations entourant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne se poursuivent et représentent un risque modéré pour les économies de la région. Le niveau d'inflation inférieur à la cible dans de nombreuses économies avancées a permis aux banques centrales de maintenir les taux d'intérêt près des planchers historiques. Puisque les conditions du marché du travail continuent de se renforcer, exerçant une pression à la hausse sur l'inflation, les banques centrales réagiront en augmentant graduellement les taux d'intérêt prochainement.

L'économie américaine, de loin le plus important marché d'exportation de la région de l'Atlantique, est en voie d'égaler la plus longue période de reprise de son histoire. Après un lent début d'année en 2017, l'activité économique américaine s'est considérablement redressée au cours de la deuxième moitié de 2017. Le principal responsable de ce redressement a été l'accélération marquée des dépenses des ménages, conséquence de gains d'emplois stables et de la confiance accrue des consommateurs. Les investissements des entreprises se sont raffermis pendant la majeure partie de l'année, reflet d'une contribution croissante du secteur de l'énergie et, plus récemment, de mesures fiscales (notamment des réductions d'impôt) et de réformes des politiques relatives au commerce. Le prix des maisons demeure abordable, malgré la hausse des taux hypothécaires, et les mises en chantier continuent de grimper vers les niveaux précédant la récession. Les conditions du marché du travail demeurent bonnes et le rythme moyen des gains d'emplois mensuels demeure supérieur à 150 000, ce qui est sans précédent compte tenu du stade tardif de la reprise. Le taux de chômage a continué de diminuer tout au long de 2017 pour s'établir à 4,1 %. Malgré un marché du travail aussi proche du plein emploi, la hausse des salaires n'a commencé à s'accélérer que récemment.

À court terme, la croissance économique aux États -Unis devrait demeurer élevée, car une dépréciation du dollar pondérée en fonction des échanges favorise d'autres contributions du commerce net. L'activité économique bénéficiera d'un léger coup de pouce provenant des récentes mesures fiscales, notamment de la réduction des impôts des particuliers et des entreprises. La pression accrue sur le déficit budgétaire pourrait inciter les investisseurs à exiger éventuellement des rendements plus élevés sur la dette américaine, ce qui exercera toutefois une pression à la hausse sur les taux d'intérêt à long terme. La façon dont ces mesures de

Canada

stimulation auront une incidence sur l'inflation déterminera la rapidité avec laquelle la Réserve fédérale sera tenue d'augmenter les taux d'intérêt. Tout ceci revient à dire que les taux d'intérêts vont inexorablement augmenter au cours de l'horizon prévisionnel, ce qui enclenchera un ralentissement graduel des entreprises et des dépenses des consommateurs. Dans ce contexte, après s'être établi à environ 2,6 % en 2018, la croissance du PIB réel aux États-Unis ralentira pour s'établir à environ 2,3 % en 2019.

Tableau 1 : Projection de la croissance économique mondiale

	Croissance prévue (%)		
	2017	2018	2019
États-Unis	2,3 (2,2)	2,6 (2,2)	2,3 (2,0)
Reste du monde	1,4 (1,4)	2,0 (2,2)	2,5 (2,8)
Chine	6,8 (6,8)	6,4 (6,4)	6,3 (6,3)
Importateurs de pétrole (économies de marché émergentes)	4,3 (4,0)	4,2 (4,0)	4,2 (4,2)
Zone euro	2,5 (2,3)	2,2 (1,8)	1,6 (1,6)
Monde	3,6 (3,4)	3,6 (3,4)	3,5 (3,5)

Sources : Banque du Canada, Rapport sur la politique monétaire, janvier 2018 Les chiffres entre parenthèses sont les projections utilisées dans le Rapport sur la politique monétaire précédent de la Banque du Canada (octobre 2017)

La croissance économique mondiale devrait demeurer stable, et le PIB réel devrait augmenter de 3,6 % en 2018 et de 3,5 % en 2019. Après avoir été une contributrice clé de la croissance mondiale, l'économie chinoise ne contribuera que légèrement à la croissance mondiale, puisque son taux d'expansion ralentira pour passer de 6,8 % en 2017 à 6,4 % en 2018 et 6,3 % en 2019. Dans les économies développées, la croissance sera la plus forte aux États-Unis, alors qu'elle diminuera dans la zone euro avec le ralentissement de la demande intérieure. En particulier, certaines de ces économies approchent du plein emploi, ce qui suggère que la croissance de l'emploi diminuera et pèsera sur les dépenses de consommation. Parallèlement, l'augmentation de l'inflation incitera les banques à augmenter leurs taux d'intérêt. D'autre part, une certaine incertitude entoure les perspectives, notamment en ce qui a trait aux développements géopolitiques et aux politiques commerciales, comme la montée du protectionnisme et ses impacts sur l'investissement des entreprises et le commerce. Les défis structurels, comme le vieillissement de la population et une faible croissance de la productivité, représentent une source de risque à long terme.

Canada: Reprise de l'activité économique en 2017, même si une incertitude relative au commerce international pourrait avoir des répercussions sur la croissance future

La croissance économique a connu une reprise remarquable en 2017, après des gains modestes en 2016. La croissance a été plus prononcée pendant la première moitié de l'année, mais elle a ralenti au cours des deux derniers trimestres. La Banque du Canada estime à 3,0 % la croissance du PIB réel en 2017, grâce à une forte contribution de la consommation; la croissance a toutefois été limitée dans une certaine mesure par les exportations nettes, qui, selon les estimations, ont été soustraites de la croissance. Un ralentissement graduel du rythme de la croissance de l'emploi jumelé à une modération de la croissance du revenu des ménages devrait limiter la croissance économique à 2,2 % en 2018 et à 1,6 % en 2019.



Le secteur de la production de biens et le secteur des services ont tous deux contribué à la croissance en 2017. Ayant été le principal moteur de la croissance pendant un certain nombre d'années, le secteur des services devrait être la source de croissance la plus durable à moyen terme. Néanmoins, après avoir été mis à mal par la faiblesse des prix des produits de base au cours des deux dernières années, le secteur de la production de biens a connu une expansion considérable, avec une contribution importante de l'industrie de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz. La valeur du dollar canadien demeure relativement basse, ce qui, à court terme, devrait continuer de fournir un certain soutien aux exportateurs.

Le principal contributeur à la croissance de 2017 était les dépenses des ménages, soutenues par des gains stables en emploi et une augmentation de la croissance des salaires. Malgré des mesures politiques visant à tempérer les marchés immobiliers surévalués dans certains des grands centres urbains, près de 220 000 mises en chantier ont eu lieu en 2017; il s'agit du plus haut niveau d'activité en dix ans. Même si les conditions financières sont restées favorables tout au long de l'année, les prochaines hausses des taux d'intérêt de la Banque du Canada commenceront à peser non seulement sur l'immobilier, mais également sur les biens de consommation, en particulier les biens durables sensibles aux taux d'intérêt. Des niveaux élevés d'endettement des ménages et des lignes directrices plus strictes en matière de prêts hypothécaires amplifieront les effets de la hausse des taux d'intérêt sur la consommation.

En 2017, les investissements des entreprises ont bénéficié d'une importante contribution des dépenses pour les infrastructures publiques. D'un point de vue global, l'économie fonctionne presque au maximum de sa capacité, ce qui signifie que de nombreuses entreprises auront besoin d'investissements supplémentaires pour répondre à une demande extérieure croissante. Une exception notable a été le secteur de l'énergie, qui fonctionne en deçà de ses capacités, ce qui n'incite guère à l'investissement, malgré la hausse des prix de l'énergie. Les importantes réductions des taux d'imposition des sociétés et des particuliers aux États-Unis risquent également de peser sur les investissements des entreprises, ce qui désavantage beaucoup d'entreprises canadiennes.

Malgré tout, les exportations devraient reprendre de façon modérée en raison de la demande stable des partenaires commerciaux dans les économies développées. Une tendance croissante vers des politiques commerciales de plus en plus protectionnistes, particulièrement aux États-Unis, amène un grand niveau d'incertitude par rapport aux perspectives canadiennes. D'ailleurs, les États-Unis ont déjà commencé à percevoir des droits de douane sur les aéronefs, le bois d'œuvre, et le papier journal.

Les négociations en cours dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) ajoutent certainement un autre niveau d'incertitude par rapport à l'avenir, en partie en raison du grand nombre de variables et de facteurs inconnus. Quoi qu'il en soit, les États-Unis représentent près de 80 % des exportations du Canada et des changements apportés à l'ALENA, ou même un retrait complet de l'accord, auront une incidence notable sur l'ensemble de l'activité économique. L'abolition complète de l'ALENA signifie que le commerce entre les deux pays serait probablement régi par les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ce qui entraînerait le retour de droits de douane abandonnés depuis longtemps dans plusieurs industries.



Île-du-Prince-Édouard : la croissance devrait ralentir à court terme, car les entreprises de la province commencent à sentir les effets de la hausse des taux d'intérêt et du redressement du dollar canadien

En 2017, l'économie de l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.) a conservé son dynamisme modéré qui fut un peu plus élevé que la croissance de 2016. Selon les estimations du secteur privé, le produit intérieur brut (PIB) réel a progressé en moyenne de 2 % en 2017, soit 0,4 point de pourcentage de moins que le taux de croissance de 2016. L'économie de la province a tiré profit d'un bon rendement dans les industries du tourisme et du commerce ainsi que de la fabrication et les exportations. Le rebond de l'industrie de la construction a également contribué à la croissance de la dernière année. L'apport des industries primaires comme la pêche et l'agriculture a été faible en 2017.

Le tourisme s'est appuyé sur sa performance record de 2016, découlant en partie des célébrations du 150^e anniversaire du Canada et, dans une moindre mesure, de l'augmentation du nombre de visiteurs étrangers. Des laissez-passer gratuits pour les parcs nationaux, la Maison Green Gables et d'autres sites patrimoniaux de la province ont entraîné une hausse des visites sur l'Île. De même, il y a eu une hausse de 18,2 % des visites de navires de croisière en date du mois d'août, ce qui a mené à une augmentation du nombre de séjours d'au moins une nuit dans les lieux d'hébergement et les terrains de camping. Par conséquent, les dépenses des touristes dans les restaurants et les débits de boissons ont progressé de 2,5 % en août 2017 comparativement à la même période en 2016.

Le commerce a connu une autre progression annuelle impressionnante après le bon rendement de 2016. Sur une base cumulative, les ventes au détail ont atteint un sommet en août 2017, en hausse de 8,4 %. En plus de la forte augmentation de l'activité touristique, la croissance du commerce de détail a été soutenue par une saine croissance de la population et une bonne amélioration des revenus. Il y a eu une importante création d'emplois dans la province l'an dernier, ce qui a fait croître les revenus et favorisé les dépenses des consommateurs pour des articles comme l'essence, les véhicules à moteur et leurs pièces, les matériaux de construction et l'équipement de jardinage. La croissance démographique a maintenu une tendance à la hausse, les migrations internationales ayant progressé depuis le début de l'année de 12,4 % en date d'août 2017.

L'industrie provinciale de la fabrication a gagné un certain dynamisme en 2017, affichant un bien meilleur rendement qu'en 2016. L'industrie a profité d'une forte demande des exportations de l'Î.-P.-É., en particulier des États-Unis où la conjoncture économique est demeurée solide. L'affaiblissement du dollar canadien a aussi rendu les exportations de produits manufacturés plus attrayantes sur les marchés internationaux, notamment pour d'importants produits d'exportations comme les aliments congelés, les produits et pièces aérospatiaux, les moteurs et les turbines.

L'industrie prince-édouardienne de la construction a enregistré d'importants gains en 2017. La croissance dans le secteur résidentiel a été appuyée en partie par une hausse des migrations internationales dans la province et une diminution de la migration de sortie provinciale, ce qui a fait augmenter la demande de logements. Sur une base cumulative, le nombre total de permis de construire a augmenté de 23,8 %, en moyenne, au cours des trois premiers trimestres de 2017 comparativement à la même période en 2016. De plus, pendant cette période, les ventes de maisons ont progressé de 2,2 %. La faible offre de logements a aussi donné un coup de pouce au rendement du secteur résidentiel. En effet, le taux d'inoccupation a chuté et s'est établi à 1,2 % en



2017 alors que Charlottetown et Summerside ont affiché une forte demande. Ailleurs dans la province, la construction non résidentielle a aussi connu une amélioration des investissements de 36,2 % pendant la majeure partie de 2017.

Le secteur non commercial (comme les administrations publiques, les services d'enseignement ainsi que les soins de santé et l'assistance sociale) a contribué modestement à la croissance du PIB en 2017, le gouvernement provincial ayant limité ses dépenses pour gérer son déficit. De façon plus générale, au cours des deux dernières années, le gouvernement a réalisé d'importants progrès pour améliorer sa situation financière. L'augmentation de la TVH à 15 cents pour chaque dollar en 2016 a contribué à réduire le déficit, qui est passé de 13,1 millions de dollars au cours de l'exercice 2015-2016 à seulement 1,3 million de dollars à l'exercice 2016-2017. Pour le présent exercice, soit 2017-2018, le gouvernement prévoit un surplus budgétaire de 600 000 \$. Fort de cette amélioration de sa situation financière, le gouvernement aura la possibilité d'assouplir ses restrictions à l'avenir, ce qui pourrait contribuer au rendement économique global de la province.

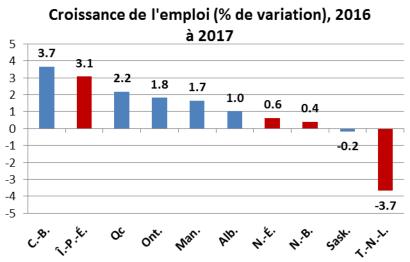
À court terme, les prévisionnistes du secteur privé prédisent que la croissance économique de l'î.-P.-É. ralentira à 1,5 % en 2018 et à 1,2 % en 2019. Le redressement progressif du dollar canadien, qui devrait s'échanger à environ 80 cents américains cette année, donne à penser que les exportations et la fréquentation touristique de l'île connaîtront des gains plus limités cette année. Néanmoins, comparativement aux normes antérieures, ces deux composants de l'économie devraient générer des rendements relativement solides au cours de la même période de prévisions. La croissance des dépenses de consommation, en particulier des biens durables, devrait aussi diminuer légèrement au fur et à mesure que les taux d'intérêt continueront de croître. Une augmentation plus rapide que prévu des taux pourrait possiblement provoquer une réduction qui touchera la construction résidentielle et les investissements commerciaux, étant donné que la mobilisation de nouveaux capitaux devient plus coûteuse.



MARCHÉ DU TRAVAIL

Canada: Le marché du travail connaît sa croissance la plus rapide depuis la période précédant la récession

En 2017, le marché du travail canadien a connu quelques améliorations. La majorité de l'augmentation de près de 400 000 emplois était concentrée dans des emplois à temps plein et bien rémunérés. À l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard, la croissance de l'emploi a été la plus forte dans les trois plus grandes provinces du pays (Colombie-Britannique, Québec et Ontario). Sinon, seule Terre-Neuve-et-Labrador a enregistré un déclin significatif.



Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active

Grâce à une hausse de l'emploi qui a dépassé la croissance de la population active, le taux de chômage national a chuté de 7,0 % en 2016 à 6,3 % en 2017. Bien qu'il ait connu une modeste hausse, le taux d'activité reste inférieur de près de deux points de pourcentage à ce qu'il était au début de la récession et on s'attend à ce qu'il baisse encore au cours de la période de prévision.

Le nombre de travailleurs âgés (55 ans et plus) a augmenté de 3,8 % en 2017 tandis que le taux de chômage de cette cohorte établissait à 5,6 %. Les travailleurs de ce groupe d'âge représentent une part croissante de la base d'emploi en général, puisqu'un plus grand nombre de personnes atteignent cette cohorte d'âge et que le taux de participation de ce groupe continue d'augmenter. Au cours de la dernière décennie seulement, le taux d'activité de cette cohorte a grimpé de près de cinq points de pourcentage.

Le taux de chômage des jeunes (15 à 24 ans) a continué de baisser en 2017, s'établissant à un plancher record de 10,1 %. Chez les travailleurs du groupe d'âge intermédiaire, le taux d'emploi a augmenté de 1,4 %, ce qui a fait baisser le taux de chômage à 5,4 %.

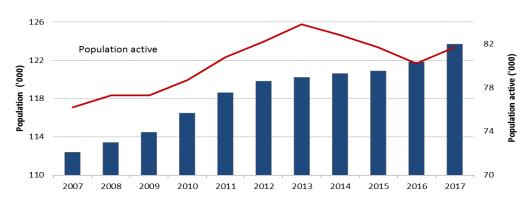
Comparativement à l'année précédente, le secteur des services a généré près de 294 000 emplois en 2017, éclipsant les 43 000 gains générés par le secteur de la production de biens. Les industries de la vente de gros et de détail étaient en tête de tous les autres secteurs d'activités, avec des gains de 64 000 emplois. D'importants gains ont également été observés dans les services professionnels, scientifiques et techniques (+55 000) et dans les soins de santé et l'assistance sociale (+44 000).



Île-du-Prince-Édouard : le marché du travail affichait une plus grande vigueur au cours de la dernière année

À l'image de la vigueur générale de l'économie de l'Î.-P.-É., les dernières statistiques sur le marché du travail laissent entrevoir une amélioration des conditions de ce dernier en 2017, après un faible rendement en 2016. En général, les gens ont fait preuve d'une plus grande participation au marché du travail en 2017. Après trois années de déclin, soit depuis 2013, la population active comptait 1500 personnes de plus en 2017, représentant une croissance nette de 2,0 % par rapport à 2016. Par contre, les hommes représentaient près des trois quarts de l'augmentation de la population active. Fait notable, l'activité chez les personnes de 55 ans et plus a augmenté de 3,6 % en 2017. Les jeunes (15 à 24 ans) ont continué à se détacher du marché du travail puisqu'un plus grand nombre ont choisi se soustraire que de se joindre au marché du travail en 2017.

Population d'âge actif et tendances de la population active

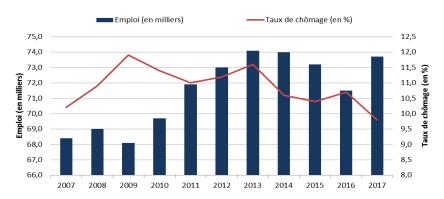


Source : Enquête sur la population active de Statistique Canada – Tableau CANSIM 282-0002

Le niveau d'emploi a progressé de 2 300 (soit, 3,1 %) en 2017, retournant ainsi aux niveaux observés de 2012 à 2015 (Graphique 2). Des gains d'emploi à temps plein de 2 600 (ou 4,4 %) compensent facilement la légère baisse de l'emploi à temps partiel (-300). La progression de l'emploi en 2017 a été plus prononcée chez les hommes (+1 500), mais 800 femmes de plus étaient actives. S'il est vrai que le taux de participation des femmes s'est amélioré au fil des ans, il accuse toujours un retard par rapport à celui des hommes. Cette situation pourrait expliquer, du moins en partie, les gains d'emploi disproportionnés entre les hommes et les femmes. Ventilé selon l'âge, les gains d'emploi furent plus élevés chez les 55 ans et plus (gains de 1 100). Le niveau d'emploi chez les jeunes est toutefois demeuré globalement inchangé, avec une moyenne de 10 500 en 2017.



Emploi et taux de chômage



Source : Enquête sur la population active de Statistique Canada – Tableau CANSIM 282-0002

À l'Î.-P.-É., le taux de chômage s'élevait en moyenne à 9,8 % en 2017, ce qui représente une baisse de 1,7 point de pourcentage par rapport à 2016 et son plus bas niveau en dix ans. Le rythme plus rapide de l'emploi comparativement à l'activité a aidé à réduire le chômage.

Du point de vue des industries, la croissance de l'emploi a été répartie également entre le secteur des services et celui de la production de biens. Une ventilation du secteur des services révèle que la majorité des gains d'emplois ont été réalisés dans la vente de gros et de détail (+800), suivi des soins de santé et de l'assistance sociale (+400) et du transport et de l'entreposage (+300). Les plus fortes hausses dans le secteur de la production de biens ont été observées dans la construction (600 de plus qu'en 2016) et dans l'industrie de la fabrication (500 de plus qu'en 2016). L'emploi a été plus vigoureux dans la construction principalement parce que davantage de travailleurs furent nécessaires pour répondre à la plus forte demande de logements.

LES PRINCIPAUX DÉFIS TOUCHANT LE MARCHÉ DU TRAVAIL DE L'Î.-P.-É.

Enjeu démographique

La population de la région de l'Atlantique vieillit plus rapidement que celle du reste du Canada. Jumelé au dépeuplement, le vieillissement de la population devrait exercer des pressions sur le marché du travail, les finances publiques et les soins de santé. Alors que les membres de la cohorte du baby-boom atteignent 65 ans, le phénomène du vieillissement s'accélérera au Canada atlantique au cours des prochaines décennies. Gérer les fonds de retraite et les finances publiques dans leur ensemble deviendra de plus en plus difficile, tout comme répondre à la demande croissante pour des services de soins de santé.

Selon le service de la statistique de l'Î.-P.-É., la taille de la population de moins de 45 ans n'a augmenté que de 1,5 % ces dix dernières années, éclipsée par la croissance de près de 22 % de la population de 45 ans et plus¹.



¹ Prince Edward Island Population Report 2017, 15 février 2018.

Les membres de la génération du baby-boom ont commencé à atteindre 65 ans en 2011, et cette tendance se poursuivra au cours des prochaines décennies. Dans la province, l'âge médian en 2017 était de 43,5 ans, soit une baisse de 0,2 % par rapport à 2016, et c'est la première fois que l'âge médian de l'Île-du-Prince-Édouard a diminué depuis 1967.

Incertitude commerciale

Les exportations internationales représentent une importante source de revenus pour les entreprises de l'Î.-P.-É. Ces dernières années, un certain nombre d'industries de la province ont réussi à profiter de conditions d'exportation favorables, notamment la baisse du dollar canadien et le renforcement de l'économie d'importants partenaires commerciaux. Plus particulièrement, la valeur des exportations de produits alimentaires transformés et de produits liés à l'aérospatial a connu une croissance substantielle au cours de la dernière année.

Cependant, en plus de l'incertitude touchant la monnaie et la conjoncture économique de certains partenaires commerciaux, les récents événements géopolitiques et un sentiment protectionniste croissant ont exacerbé les préoccupations liées aux relations internationales et à la stabilité commerciale. L'avenir est incertain pour certains accords commerciaux, comme l'ALENA, et plusieurs industries canadiennes sont prêtes à faire face à de possibles barrières commerciales (tarifs douaniers) pour entrer sur le marché américain. Les États-Unis sont le plus important partenaire commercial de l'Î.-P.-É. et représentent 70 % du total des ventes à l'exportation.

Ces éléments de risque auront inévitablement un impact sur les investissements commerciaux et les décisions d'embaucher. Ce défi pourrait représenter un risque plus important pour les petites collectivités de la province, étant donné qu'une grande proportion de travailleurs ont un emploi dans des industries axées sur l'exportation (p. ex., l'agriculture et la fabrication) comparativement aux grands centres urbains.

Fossé entre les zones urbaines et rurales

L'Î.-P.-É. est la seule province du Canada où la proportion de la population rurale (53 %) dépasse celle de la population urbaine. Toutefois, la proportion de la population rurale a diminué de façon constante ces dernières années. Parmi les défis qui touchent les collectivités rurales, il y a l'importante présence de l'emploi saisonnier (qui est associée à l'agriculture, la pêche et le tourisme), un chômage élevé et l'exode des jeunes travailleurs (affectant la composition de la main-d'œuvre dans les zones rurales et exerçant des pressions supplémentaires sur le bassin de main-d'œuvre disponible).

Dans une perspective démographique : « S'il est vrai que le récit global de la croissance de notre population a été positif, la plupart de ces nouveaux résidents ont choisi de s'établir dans nos grandes municipalités². » [Traduction] L'une des priorités du gouvernement provincial est de mieux équilibrer la population et la main-d'œuvre dans les régions rurales et urbaines, en déployant des efforts particuliers dans l'établissement des

² Recruit, Retain, and Repatriate: A Population Action Plan for Prince Edward Island (https://www.mighty-princeedwardisland.com/population-action-plan). En anglais seulement.



résidents dans les zones rurales. Les investissements dans les infrastructures et les installations communautaires (c.-à-d., l'accès à des services Internet haute vitesse pour les résidents et les entreprises) de même que les services de soutien aux nouveaux arrivants s'établissant dans les régions rurales ont été désignés comme des secteurs clés pour promouvoir le développement économique dans les zones rurales de la province.

Problèmes fiscaux

Le gouvernement de l'Î.-P.-É. anticipe un deuxième budget équilibré consécutif pour l'exercice 2018-2019 et a réservé davantage de fonds pour les médecins, les hôpitaux et les soins de longue durée. Un ralentissement de la croissance économique de la province au cours des deux prochaines années pourrait limiter les recettes fiscales et influer sur les plans de dépenses.

Le vieillissement de la population et son incidence sur la future demande de soins de santé se traduisent par des dépenses de santé plus élevées; actuellement, environ 41 cents par dollars de dépenses de programmes sont affectés aux soins de santé. Au fur et à mesure que la dynamique de la population vieillissante continuera de se développer, il y aura une dépendance croissante à l'égard des revenus de pension dans la province, ce qui entraînera une baisse des recettes fiscales, puisque les pensions sont généralement moins imposées et en vertu d'un taux plus bas. Qui plus est, la dynamique du vieillissement donnera lieu à une augmentation des besoins en soins de santé et des coûts connexes alors que la plus grande partie du fardeau est supportée par une population active à croissance lente ou stagnante (et en décroissance).

De plus, l'Î.-P.-É. a un taux d'imposition des sociétés et des particuliers parmi les plus élevés, ce qui peut faire en sorte qu'il est difficile pour les employeurs d'attirer et de retenir les travailleurs. Il est donc difficile de remédier à certaines pénuries de main-d'œuvre, en particulier dans des professions plus spécialisées et mieux rémunérées. Le niveau élevé de l'impôt sur le revenu des sociétés par rapport au reste du pays fait également en sorte qu'il est difficile d'attirer des investissements et des emplois dans la région.

Remarque: Les auteurs ont pris un soin particulier à rédiger ce document en fondant leurs recherches sur des informations sur le marché du travail qui étaient exactes et pertinentes au moment de la publication. Le marché du travail étant en évolution constante, les données fournies peuvent avoir changé depuis la publication de ce document. Nous encourageons les lecteurs à consulter d'autres sources pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'économie et le marché du travail locaux. Les renseignements présentés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles d'Emploi et Développement social Canada.

Préparé par : Direction de l'analyse de l'information sur le marché du travail, Service Canada, Île-du-Prince-Édouard

Pour de plus amples informations, veuillez contacter l'équipe de l'IMT : NC-LMI-IMT-GD@hrsdc-rhdcc.gc.ca

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par Emploi et Développement social Canada, 2018, tous droits réservés

